



EDUCATION FORMATION
RECHERCHE PUBLIQUES
BOURGOGNE

Déclaration liminaire

CSASD du 4 septembre 2025

Madame la Directrice Académique,

Mesdames, Messieurs les membres de la CSASD,

La rentrée 2025 se déroule dans un contexte politique particulièrement tendu.

En effet, La CFDT Éducation Formation Recherche Publiques ne nie pas la situation des finances publiques de notre pays. Mais, il ne s'agit pas comme le premier ministre le laisse entendre, de choisir son camp entre « les artisans du chaos » d'un côté et les « gens responsables » de l'autre. L'obstination de l'exécutif à rétablir les comptes publics par la seule réduction des dépenses publiques et donc en premier lieu les dépenses qui permettent aux services publics d'exister, qui permettraient de préparer l'avenir n'est pas soutenable. D'autres voies sont possibles. Les modalités d'exécution du budget 2025, quoi qu'en dise la ministre des comptes publics, ont déjà des effets délétères sur le service éducatif offert à la population, et dégradent encore les conditions de travail des personnels.

Nous continuons à refuser les régressions sociales, notamment sur les coupes budgétaires annoncées et sur les jours fériés. La CFDT s'est d'ailleurs associée à toutes les autres confédérations syndicales pour dire non au sacrifice du monde du travail et nous serons donc mobilisés le 18 septembre prochain.

Puisqu'on parle budget, l'Éducation Nationale a grand besoin d'investissements pour assurer un service public d'éducation de qualité. Les personnels s'interrogent sur la pérennité de dispositifs souvent rejetés, que l'on teste 1 an, que l'on jette sans même les évaluer. Ainsi, Les moyens qui auraient du être dégagés pour les groupes de niveaux, alors que la profession y est largement opposée, ont parfois disparus, comme les enveloppes allouées au pacte, notamment dans le 1D. Ces moyens, nous avons des idées pour les utiliser au services des élèves et des personnels.

En effet, des moyens il en manque pour inclure tous nos élèves. A ce titre, on peut se demander ce qu'il va advenir des Pôles d'appui à la scolarité (PAS) rejetés en commission mixte paritaire cet été, que la Nièvre va expérimenter cette année, sans moyen supplémentaire. 7 enseignants référents sur 8 auraient été recrutés mais qu'en est-il des éducateurs ? Notre département, comme d'autres, connaît une véritable inflation des demande MDPH, nos élèves ont besoin d'accompagnement. Les AESH, dont nous manquons, sont de plus en plus souvent mutualisées au détriment de leurs conditions de travail et d'un véritable accompagnement.

Des moyens encore, il en manque pour les déroulés de carrière des personnels. En effet le ministère de l'Éducation nationale a confirmé qu'il n'a pas obtenu les arbitrages permettant de mettre en œuvre les mesures salariales au bénéfice des enseignant.e.s, CPE et PsyEN. Renoncer à cette mesure est contradictoire et inconséquent face aux problèmes inédits d'attractivité et de reconnaissance des personnels. Dans notre département, combien de personnels manque quelques jours après la rentrée ? Au regard de la situation budgétaire de notre pays, nous savons le gouvernement dans le dogme de la non-dépense publique au risque de continuer à fragiliser les services publics, en l'occurrence, le service public d'éducation.

Des moyens toujours, il en faut pour les AED dont il est notamment question aujourd'hui. Les assistants d'éducation œuvrent chaque jour à l'accompagnement des élèves et ce malheureusement parfois au détriment de leur vie. Comment ici ne pas évoquer notre collègue du collège Françoise Dolto de Nogent, Mélanie G., qui a été tuée par un élève du collège le 10 juin 2025. Ces personnels sont littéralement en première ligne dans la vie des établissements. Pourtant il n'existe toujours pas de cadre de gestion national, aucune grille de rémunération n'est prévue, les formations sont lacunaires, la CDIisation possible après 6 ans, introduite par la loi n'est pas toujours proposée. La CFDT revendique une véritable reconnaissance du métier d'AED et des dotations suffisantes dans les établissements.

Il est encore et toujours question de moyens lorsque nous évoquons la **carte scolaire** avec cette année la fermeture de deux écoles, à Champvert et Ville-Langy mais aussi la fermeture de 7 classes ; lorsque nous apprenons que les remplaçants ne pourront plus être utilisés comme moyen supplémentaire ailleurs que dans leur école de rattachement s'ils n'ont pas de remplacement. Dans ce contexte, il paraît important de se pencher sur la répartition de ces TR sur le territoire, malheureusement ceci ne pourrait se réaliser qu'après coup.

Enfin, il est éternellement question de moyens lorsque nous évoquons l'évolution des missions **des directeurs et directrice d'école** pour qui la charge de travail ne cesse de s'alourdir. Le temps qui est dévolue pour ces missions n'est pas suffisant et ne permet pas de les mener à bien en toute sérénité. La rentrée est un moment intense de travail qu'il faut, pour la plupart du temps, allier à des temps de présence en classe devant élèves. Ils ne peuvent plus être sur tous les fronts en même temps. Par ailleurs, ils ont besoin d'être formés spécifiquement en continu sur les outils mais aussi les techniques permettant de devenir des pilotes pédagogiques de leur école.

Pour finir, comment ne pas évoquer la situation récente de Caroline Granjean, collègue enseignante et directrice, qui s'est donné la mort puisqu'il n'était plus possible pour elle d'exercer son métier en toute quiétude suite à des insultes et menaces homophobes. Rappelons simplement devant l'impensable que l'institution a le DEVOIR DE PROTEGER ses employés, quelques soient leurs orientations, contre tout type de harcèlement, de discrimination ou de violence sexistes ou sexuelles.

Nous remercions les services ainsi que vous, Madame la Directrice Académique, pour le travail et pour l'attention portées aux situations individuelles des personnels. Nous souhaiterions qu'en plus haut lieu, les justes décisions soient prises pour que notre avenir ne soit pas assombri par les multiples contre-vérités et manipulations diverses assénées au quotidien qui déstabilisent nos modes de vie démocratiques. Nous avons la stimulante responsabilité de former et d'accompagner nos jeunes sur leur chemin individuel : l'éducation a plus que jamais besoin de moyens pour que l'intelligence avertie, des uns et des autres, nous permette de mieux vivre ensemble.

Nous vous remercions pour votre écoute.